

LA SOUTENABLE LÉGÉRETÉ DE L'ÉCONOMIE VERTE À RIO+20 ?



Tribune publiée par Les Echos en septembre 2011

Vingt ans après le Sommet de la Terre de Rio de 1992, l'ONU organise l'année prochaine un nouveau sommet international à Rio. Deux thèmes prioritaires ont été retenus : l'économie verte dans le cadre de l'éradication de la pauvreté et la gouvernance mondiale du développement durable. Les Nations unies, par la voix du coordinateur exécutif du sommet, Brice Lalonde, l'affirment haut et fort : « Rio + 20, c'est vous ! » Qui sommes-nous ? Nous, c'est-à-dire tous ceux - entreprises, collectivités, institutions et associations - qui, et c'est une nouveauté, ont la possibilité de faire valoir leur position. Cette ambition collaborative est complexe, car plus de 190 pays participeront activement à ces négociations (seulement une quarantaine en 1992).

En vingt ans, la situation s'est aggravée : manque de ressources, crises énergétiques, dégradations environnementales, problèmes sanitaires... d'autant que la démographie s'est emballée avec deux milliards d'urbains supplémentaires. Heureusement, partout des actions concrètes sont initiées et mises en œuvre par les acteurs de l'économie, du monde associatif, de l'éducation, des territoires... Mais pour pouvoir généraliser ces initiatives, nous avons besoin d'un signal politique international fort et ambitieux. C'est pour cela qu'en sa qualité d'acteur majeur de la réflexion et de la mise en œuvre opérationnelle du développement durable, le Comité 21 (Comité français pour le développement durable) a réuni, le 4 juillet au Palais Brongniart, de nombreuses organisations représentatives pour construire la contribution française au sommet de Rio.

Le développement durable obéit à une logique de coopération. L'expérience française - « école française du développement durable » - dans sa recherche d'équilibre entre les acteurs de la décision publique, de l'économie et bien sûr des citoyens, est unique (Grenelle de l'environnement, Agenda 21...). Des entreprises, collectivités et réseaux d'acteurs se réunissent.

Ils vont porter des propositions à Rio en juin 2012, sur la question de la transition économique, mais aussi de la gouvernance territoriale ou de la responsabilité des entreprises. Ce sera aussi une exceptionnelle opportunité pour les Français, entre présidentielle et législatives, d'affirmer une démarche contributive

multi-partie prenante sur le territoire. La rupture économique annonce de nouvelles activités qui intègrent une logique circulaire, des circuits courts, une dimension sociale et solidaire, une rentabilité sur les services et les usages plutôt que sur la possession... Evidemment les technologies dites « vertes » sont une part de la solution, mais de l'avis unanime des intervenants du forum du 4 juillet, ce n'est pas la seule. L'innovation doit aussi porter sur les modèles économiques et la responsabilité sociétale.

C'est à travers une vision globale de la société, dans une écoute mutuelle et une solidarité Nord/Sud que le sommet de la Terre Rio + 20 pourra proposer un nouveau modèle partagé. L'enjeu est maintenant, comme l'affirme Bettina Laville, présidente fondatrice du Comité 21 et négociatrice au sommet de Rio en 1992, de passer du local au global.

C'est le moment de contribuer ! C'est toute l'ambition du Comité 21.

Gilles Berhault

Président du Comité 21



CLUB FRANCE



RIO+20

United Nations Conference
on Sustainable Development